

**MAIRIE DE
CHAMOUILLEY**

52410

03 25 55 59 43

mairie.chamoillev@wanadoo.fr

Arrêté n° 2020-A18

ARRETE PORTANT LIMITE D'AGGLOMERATION

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213.1 à L.2213-4 ;

Vu le code de l'Environnement ;

Vu le code de la route et notamment les articles R110.1, R110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 à 28 ;

Vu l'arrêté interministériel sur la signalisation routière - livre 1 - 5^{ème} partie- signalisation d'indication des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;

Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures utiles de nature à assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics.

ARRETE

Article 1 : Les Limites de l'agglomération au sens de l'article R110.2 du code de la route sont fixées ainsi qu'il est précisé dans le tableau ci-dessous, indiquant chaque entrée et sortie de la commune et leur positionnement suivant des coordonnées RGF 93 CC48.

Route	Type	X	Y
D19	Entrée	1850461.8349	7269378.9558
D19	Sortie	1850466.6442	7269388.7979
D8	Entrée	1850883.9033	7269992.6060
D8	Sortie	1850891.6756	7269998.3353
D19	Entrée	1851603.1538	7269842.8490
D19	Sortie	1851612.7640	7269839.6074
D8	Entrée	1850761.8748	7268948.4690
D8	Sortie	1850753.5572	7268950.3837
D176	Entrée	1851183.3388	7268871.7430
D176	Sortie	1851186.2886	7268862.1410

Article 2 : La signalisation règlementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle, sera mise en place par la commune à chaque fois que nécessaire et notamment cas de modification de leur précédent positionnement.

Article 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sont abrogées.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur aux lieux habituels prévus à cet effet dans la commune.

Article 6 : Conformément au code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons en Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 : Le Maire et le Commandant de la brigade de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, ainsi que toutes autres forces de police ou représentants de la loi, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire, Eugène PEREZ le 16/10/2020



Eugène PEREZ

Eugene PEREZ
2020.10.16 09:57:51 +0200
Ref:20201016_094601_1-1-O
Signature numérique
le Maire